

## **Note d'orientation**

### **Zone de libre-échange continentale africaine : un catalyseur du développement industriel sur le continent**

La présente note d'orientation, conçue essentiellement à partir de documents de recherche et d'information établis par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a pour objet de mettre en lumière le potentiel de développement industriel que recèle la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), le but étant de permettre aux pays de tirer le meilleur parti de l'accord portant création de la Zone par la mise en place des politiques et stratégies appropriées.

#### **1. La Zone de libre-échange continentale africaine en bref**

La Zone de libre-échange continentale africaine vise à éliminer progressivement les droits de douane et à lever les obstacles non tarifaires au commerce intra-africain, créant ainsi des débouchés pour les entreprises africaines sur l'ensemble du continent. Le marché africain, qui compte 55 États membres de l'Union africaine et plus de 1,2 milliard de consommateurs, sera la plus grande zone de libre-échange (au regard du nombre de pays couverts) dans le monde depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce en 1994. Par ailleurs, l'accord portant création de la ZLECA comprend des dispositions qui permettront aux pays africains de réaliser leurs aspirations en matière de développement et d'industrialisation. Le commerce des produits industrialisés offre plus de possibilités et de bénéfices au continent que les échanges avec les autres régions, qui sont essentiellement composés de produits primaires. L'amélioration des résultats en matière d'industrialisation réduira l'exposition des pays africains riches en ressources naturelles aux chocs cycliques liés à leur dépendance à l'égard du commerce des produits de base sur le marché international.

La Zone de libre-échange continentale africaine couvre le commerce des biens et des services, les investissements, les droits de propriété intellectuelle, la politique de la concurrence et, éventuellement, le commerce électronique. Compte tenu de sa vaste portée, qui va au-delà des exigences d'une zone de libre-échange traditionnelle, laquelle, en général, s'attache uniquement à l'élimination des droits de douane et des quotas sur le commerce des marchandises, l'accord devrait grandement contribuer à l'intégration économique de l'Afrique. Mis en œuvre effectivement, il devrait catalyser la transformation industrielle de l'Afrique, tout en stimulant le commerce et l'investissement entre les pays et les communautés économiques régionales, le but étant de créer des richesses au profit des citoyens, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons.

#### **2. Zone de libre-échange continentale africaine : un moyen d'industrialiser l'Afrique par un marché continental intégré**

Les économies africaines sont fragmentées et isolées les unes des autres par des obstacles au commerce (tarifs douaniers, lourdeur des procédures à la frontière, importants goulets d'étranglement en matière d'infrastructures, etc.) Ces obstacles limitent la capacité des entreprises africaines de réaliser des économies d'échelle et de créer, pour le commerce régional et international des produits à valeur ajoutée, des capacités de production compétitives et susceptibles de créer les emplois dont l'Afrique a tant besoin. À ce jour, la contribution du

secteur manufacturier au produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique est inférieure à 15 %, <sup>1</sup> tandis que le commerce intra-africain demeure aussi bas que 16 % environ du total des échanges du continent. <sup>2</sup>

La Zone de libre-échange continentale africaine comprend des dispositions tendant à remédier à la fragmentation des économies africaines par l'élimination des tarifs douaniers et des obstacles non tarifaires. Si ces dispositions sont appliquées, le marché intégré qui en résultera créera un environnement propice aux gains d'efficacité, grâce aux économies d'échelle et à une concurrence accrue, et permettra aux pays de mieux accéder aux ressources (y compris la main-d'œuvre et la technologie pour les fabricants et les commerçants) ou d'utiliser ces ressources plus efficacement. En outre, la promotion de la libre circulation des personnes et des capitaux contribuera au développement industriel en permettant aux entreprises d'accéder à une réserve de ressources, notamment financières et en main-d'œuvre. Il en découlera un développement industriel accru sur le continent et la promotion des chaînes de valeur régionales, ce qui contribuera à renforcer la position de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales, tout en permettant de retenir une plus grande part de valeur ajoutée aux niveaux national et régional.

Le fait que la Zone de libre-échange continentale africaine soit indispensable au soutien du développement industriel de l'Afrique est sous-tendu par la composition des échanges entre pays africains, par rapport aux échanges avec le reste du monde, comme le démontrent des données et études empiriques. Par exemple, alors que les produits de base dominent les exportations de l'Afrique vers le reste du monde, les exportations intra-africaines sont caractérisées prioritairement par du contenu industriel et des produits à valeur ajoutée. Au cours de la période 2006-2016, les exportations intracontinentales de l'Afrique portaient sur moins de 13 % des produits primaires, tandis que les parts d'exportation équivalentes des produits manufacturés dépassaient 20 % (voir la figure ci-dessous). En conséquence, l'intégration de l'Afrique peut donner une impulsion au développement du secteur manufacturier. En outre, d'après des estimations préliminaires de la CEA relatives aux incidences potentielles de l'accord de libre-échange sur le commerce, la seule suppression des droits de douane sur les marchandises augmenterait la valeur du commerce intra-africain d'environ 15 à 25 %, selon le niveau d'ambition en matière de libéralisation (plus ambitieuse est la libéralisation du commerce, plus grande est l'expansion du commerce intra-africain), comparé à une situation où l'accord n'existerait pas. C'est dans les secteurs industriels que les gains seraient les plus prononcés, offrant ainsi de précieuses occasions d'industrialisation par le commerce. <sup>3</sup>

---

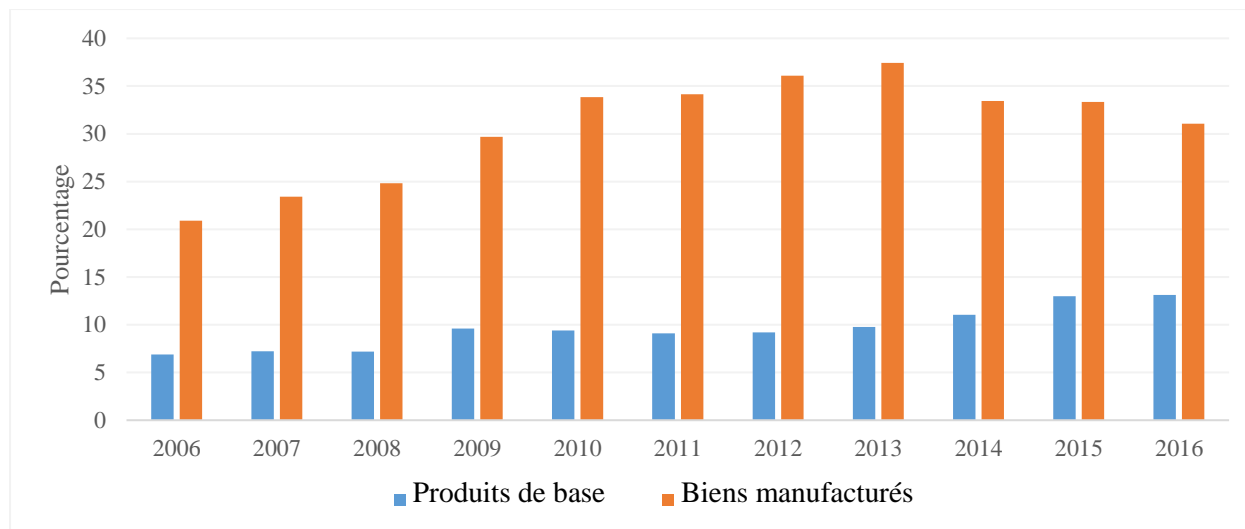
<sup>1</sup> D'après les données de la Banque mondiale (indicateurs du développement dans le monde) concernant les données sur le PIB et la base de données de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel concernant les données sur la valeur ajoutée manufacturière.

<sup>2</sup> D'après les données d'UNCTADstat de 2017.

<sup>3</sup> Les chiffres se fondent sur une étude en cours de la CEA menée en utilisant le modèle d'équilibre général calculable.

Figure

**Les exportations intra-africaines – en pourcentage du total des exportations de produits primaires et d’articles manufacturés (2006-2016)**



Source : d’après les données d’UNCTADstat (<http://unctadstat.unctad.org>) Consulté le 28 août 2018.

Pour que la Zone de libre-échange continentale africaine produise les résultats escomptés, il est important de veiller à mettre en place les conditions nécessaires.

### **3. Leviers essentiels permettant de maximiser les gains de la Zone de libre-échange continentale africaine**

#### **3.1 Mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine**

Tirer parti de la ZLECA commence par la mise en œuvre de la Zone, la ratification par les États membres de l’accord étant une condition préalable. Toutefois, une fois l’accord ratifié, les avantages ne se feront pas sentir du jour au lendemain. Les pays devront déterminer les domaines dans lesquels ils possèdent des avantages comparatifs dans le cadre de l’accord, s’agissant de la diversification et du développement des chaînes de valeur (tant pour les biens que les services), ce qui leur permettra de concevoir et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour exploiter ces avantages. En outre, ils devront déterminer des moyens de faire face à tout impact budgétaire découlant de l’accord. Cela exige certainement de leur part qu’ils mettent en place des stratégies nationales adaptées afin de tirer le meilleur parti de l’accord. Ces stratégies devraient être alignées sur les cadres de politique actuels aux niveaux national, régional et continental. Il s’agit notamment de plans et politiques de développement à l’échelon national ainsi que le Plan d’action pour l’intensification du Commerce intra-africain et le Plan d’action pour le développement industriel accéléré de l’Afrique.

La nécessité d’adopter des stratégies nationales concernant la Zone de libre-échange continentale africaine a été reconnue et clairement énoncée lors de la Conférence des ministres tenue à Addis-Abeba en mai 2018, puis réaffirmée lors du Sommet de l’Union africaine tenu à Nouakchott en juillet 2018. L’application de l’accord portant création de la Zone doit s’accompagner de la conception d’outils pour suivre les progrès accomplis à cet égard. Si on veut que l’accord favorise le développement industriel de l’Afrique, il est essentiel d’évaluer, de suivre et de surmonter les contraintes rencontrées par les entreprises.

### 3.2 Numérisation des économies africaines

Pour tirer le meilleur parti des possibilités d'industrialisation offertes par la ZLECA, il est impératif d'examiner les possibilités et les difficultés liées à la quatrième révolution industrielle, en particulier à l'économie numérique, qui englobe les progrès de l'Internet ouvrant la voie à la robotique et à l'automatisation des usines (notamment les modes de production avancés), l'Internet des objets, l'informatique en nuage, l'analyse des mégadonnées et l'intelligence artificielle.<sup>4</sup> Cette évolution, qui a radicalement changé la nature du secteur manufacturier, donne aux pays africains la possibilité de réduire les coûts et d'augmenter les gains d'efficacité du secteur manufacturier et d'autres opérations industrielles. De même, la compétitivité et l'emploi de la population active de l'Afrique seront renforcés par des investissements visant à combler le fossé numérique, qui se traduit par un faible niveau de compétences numériques et un manque d'accès au numérique. Ces compétences et technologies numériques sous-tendent également l'utilisation des plateformes de commerce électronique, ce qui facilitera l'échange de produits et de services industriels en Afrique.

Bien que l'Afrique ait fait des progrès dans la numérisation au cours des dernières années, elle reste à la traîne dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Selon l'Indice d'accès au numérique 2017 publié par l'Union internationale des télécommunications, on ne comptait que 6 pays africains parmi les 100 premiers au monde en termes de développement des TIC. Même le pays le plus performant d'Afrique (Maurice) ne pointait qu'à la 72ème place mondiale.<sup>5</sup> Les politiques et les stratégies industrielles numériques sont importantes pour mesurer les déficits de technologies, de compétences et d'infrastructures, promouvoir les investissements dans des domaines essentiels et appuyer l'élaboration de cadres directifs cohérents et inclusifs qui permettront aux pays africains de tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'économie numérique en matière d'industrialisation.<sup>6</sup>

### 3.3 Promotion d'une infrastructure efficace et résiliente : biens matériels et immatériels

La libre circulation des personnes, des biens et des ressources, qui est un préalable à la mise en place effective de la Zone de libre-échange continentale africaine, constitue un pilier de l'industrialisation, étayé par une infrastructure efficace et résiliente. Le potentiel de l'économie bleue, qui englobe un éventail de secteurs de production dans le commerce et les services maritimes, est actuellement sous-exploité.<sup>7</sup> Environ 90 % des échanges de l'Afrique empruntent la voie maritime, mais les navires appartenant à des Africains ne représentent que 1.2 % du transport maritime mondial et 0.9 % du tonnage brut, tandis que les ports africains ne traitent que 6 % du trafic mondial et 3 % du trafic conteneurisé.<sup>8</sup>

---

<sup>4</sup> Voir Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *The New Digital Economy and Development* (Genève, 2017).

<sup>5</sup> Voir *Indice d'accès au numérique 2017*. Disponible à l'adresse [www.itu.int/net4/ITU-D/idi/2017/index.html](http://www.itu.int/net4/ITU-D/idi/2017/index.html).

<sup>6</sup> Par exemple, la stratégie nationale de commerce électronique d'Égypte et la politique nationale en matière de TIC du Kenya.

<sup>7</sup> L'économie bleue en Afrique couvre les espaces aquatiques et marins, y compris les océans, les mers, les côtes, les lacs, les fleuves et les eaux souterraines, et concerne un éventail de secteurs de production, tels que la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports, la construction navale, l'énergie, la bioprospection, l'exploitation des ressources minérales sous-marines et d'autres activités connexes. Voir Commission économique pour l'Afrique, *L'économie bleue en Afrique : Guide pratique* (Addis-Abeba, 2016).

<sup>8</sup> Voir Union africaine, *Stratégie maritime intégrée de l'Afrique 2050* (Addis-Abeba, 2012).

Un certain nombre de programmes et de projets de haut niveau sont actuellement mis en œuvre à l'échelon national, régional et continental pour combler les déficits infrastructurels de longue date de l'Afrique. C'est ainsi que le Programme de développement des infrastructures en Afrique englobe toute une gamme de projets sur des secteurs allant des transports aux TIC, en passant par l'eau, l'assainissement et l'énergie. Parmi les exemples de programmes et de projets d'infrastructure à fort potentiel pour accélérer l'intégration régionale, on peut citer le Programme du couloir Nord-Sud, le Programme de développement de la route Abidjan-Lagos, le Corridor de Walvis Bay, le Chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, le Corridor d'énergie propre en Afrique, le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne et le Grand barrage d'Inga. Ces projets à portée régionale ont des composantes nationales qui doivent être intégrées dans les plans de développement des infrastructures nationales des pays. La création de zones économiques intégrées, notamment des parcs industriels, des zones économiques spéciales et des parcs technologiques dotés d'infrastructures efficaces, est indispensable pour surmonter les déficits d'infrastructures partout en Afrique. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon et le Kenya ont créé des zones économiques bien intégrées qui favorisent le développement d'un secteur manufacturier dynamique.

Le développement des chaînes de valeur régionales au titre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) suppose également la promotion de systèmes d'infrastructure de qualité, qui vont de la métrologie à la standardisation, en passant par la gestion de la qualité et l'évaluation de la conformité. Ces systèmes offrent aux producteurs africains des possibilités de se repositionner sur des marchés spécifiques (c'est-à-dire des niches) de produits certifiés qui leur garantissent des prix plus élevés, tout en favorisant la durabilité et la traçabilité des biens et des services. Il y a des cas où l'on trouve un certain nombre de systèmes d'infrastructure de qualité au sein desquels des dispositifs se chevauchent et rendent le processus de certification confus et coûteux pour les producteurs. D'où la nécessité d'harmoniser les systèmes afin qu'ils créent des possibilités, plutôt que d'entraver les échanges. Par ailleurs, il est important de promouvoir d'autres infrastructures immatérielles pour la facilitation des échanges, notamment la simplification, l'harmonisation et l'automatisation des procédures d'échanges intrarégionales.

### **3.4 Renforcer les capacités à tous les niveaux**

La faiblesse des capacités humaines et financières constitue un obstacle de taille au développement industriel de l'Afrique, en particulier des petites et moyennes entreprises. Les pénuries de qualifications et l'inadéquation des compétences sont récurrentes en Afrique, en partie parce que les institutions ne forment pas suffisamment de personnes qualifiées pour satisfaire les besoins du marché. Ainsi, le continent africain a besoin de 4,3 millions d'ingénieurs et 1,6 million de spécialistes et de chercheurs en sciences agricoles.<sup>9</sup> Il faut par conséquent concevoir les systèmes nationaux d'éducation de manière à ce qu'ils soutiennent le développement industriel et permettent une meilleure insertion dans les chaînes de valeurs de la ZLECA. Au nombre des problèmes de financement et d'investissement figurent le coût élevé du financement et la faiblesse de l'investissement (pour l'investissement intra-africain et extérieur) dans les facteurs qui soutiennent les capacités productives et la création de la valeur ajoutée. Il faudrait favoriser la création d'un environnement qui permet d'orienter ces investissements vers les secteurs à forte valeur ajoutée, tant au niveau national que continental. Il faudrait encourager autant que possible, la création de fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises.

---

<sup>9</sup> Voir Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique - *Compétences techniques critiques pour l'Afrique : Dimensions clefs des capacités nécessaires pour les dix premières années de l'Agenda 2063* (Harare, 2016).

## Principales recommandations

À la lumière des problèmes évoqués, il convient de prendre sans tarder les mesures ci-après pour que la ZLECA joue le rôle de catalyseur dans le développement industriel du continent :

- **Élaborer des stratégies nationales pour soutenir la mise en œuvre effective de la ZLECA pour tirer parti de ses retombées positives potentielles pour le développement industriel.** Les stratégies nationales devraient inclure des éléments permettant aux pays d'examiner leurs résultats en matière d'exportation, de recenser les principales possibilités industrielles et commerciales, de cerner les contraintes afin de cibler les secteurs ainsi que les mesures stratégiques pour stimuler les secteurs cibles du marché continental. En outre, les pays devraient élaborer des stratégies industrielles numériques et les intégrer dans les stratégies nationales dans le but d'accroître la productivité et la compétitivité. Ces stratégies devraient prendre en compte la technologie, les infrastructures et les compétences nécessaires pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts de la fabrication industrielle.
- **Favoriser la création de plateformes numériques pour les échanges de produits industriels aux échelons régional et continental.** Ces plateformes, dont l'objectif est d'informer sur les marchés et de créer des débouchés commerciaux pour les producteurs, devraient également comprendre des systèmes de certification et d'assurance de la qualité afin d'accroître les niveaux d'échange de biens industriels sur le continent.
- **Éliminer les goulets d'étranglement pour faire en sorte que la ZLECA soit un catalyseur du développement industriel grâce à l'intégration des marchés.** Les pays africains devraient, de toute urgence, investir dans tous les types d'infrastructure, promouvoir des zones économiques intégrées pour le développement industriel et mettre en œuvre des mesures de facilitation du commerce. Toutes ces mesures sont nécessaires à l'amélioration de la compétitivité.
- **Développer les compétences dont ont besoin les entreprises pour promouvoir la création de la valeur ajoutée sur le continent.** Il est recommandé d'adapter les systèmes éducatifs aux besoins des industries, notamment ceux auxquels il faut accorder la priorité dans le cadre de la ZLECA. Pour ce faire, il faut encourager les programmes d'incubation axés sur la technologie, accroître le taux d'inscription dans les filières de science, de technologie, d'ingénierie et de mathématique et donner aux jeunes des possibilités accrues d'accéder aux programmes de formation et d'apprentissage techniques et professionnels de bonne qualité.
- **Favoriser l'accès aux finances et orienter les investissements vers les activités productives.** Les pays devraient, en collaboration avec les partenaires de développement et les institutions financières, créer un environnement qui favorise l'accès des pays aux finances (création de fonds pour les petites et moyennes entreprises) et canaliser les investissements vers les activités à forte valeur ajoutée.